

du commerce avec les Etats-Unis. Depuis 50 à 60 ans le peuple du Canada s'est efforcé d'établir des relations de commerce avec les Etats-Unis. En 1856, lord Elgin a réussi à avoir un traité de réciprocité qui a fait bénéficier les deux peuples. Il est inutile de vous dire pourquoi il a été annulé. Il l'a été par les Etats-Unis, qui ont prétendu que le Canada avait favorisé les hommes du Sud durant la rébellion américaine. Depuis ce temps, le parti conservateur est resté au pouvoir beaucoup plus longtemps que le parti libéral, et il a toujours fait des efforts pour obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis. Sir John Macdonald a prétendu, lorsqu'il a soumis, en 1879, le tarif, que nous devions avoir soit la réciprocité du commerce, ou la réciprocité des tarifs, et que la raison qui devait faire élever le tarif c'était de forcer les Etats-Unis à accorder la réciprocité. Maintes et maintes fois on a prétendu cela. Ma déclaration n'est pas nouvelle. C'était une des raisons qui justifiaient l'élévation du tarif.

L'honorable sénateur a parlé—de pareilles prétentions ont été réfutées dans maintes occasions—de l'attitude que sir Wilfrid Laurier a prise en Angleterre à l'époque où le tarif de faveur fut offert à la Grande-Bretagne. Si le parti libéral a le droit de réclamer le mérite d'avoir fait plus que le parti conservateur, c'est d'avoir fait naître l'idée de l'impérialisme et d'avoir resserré les liens avec la mère patrie. En tout cas, il a fait cela, et l'honorable sénateur dit que sir Wilfrid Laurier a refusé d'accepter un "quid pro quo". Il a parlé comme s'il appartenait à M. Chamberlain d'imposer au Canada une politique de réciprocité qui permettrait à nos produits naturels d'entrer sur le marché anglais en vertu d'un droit de préférence et de taxer ceux des autres pays.

Assurément, l'honorable sénateur ne saurait sagement faire une pareille déclaration. lui qui constate que M. Chamberlain est sorti du ministère parce qu'il ne pouvait s'entendre avec ses collègues. On dit que le duc de Devonshire était prêt à accorder un traitement de faveur au Canada, alors qu'il a énergiquement refusé de laisser taxer la nourriture du peuple.

L'honorable M. FERGUSON : Mon honorable ami se rappellera que je n'ai jamais parlé de ce que M. Chamberlain pouvait faire, ou avait le pouvoir de faire. J'ai cité

Hon. M. SCOTT.

les propres paroles prononcées par sir Wilfrid Laurier, qui a demandé au peuple d'Angleterre de ne pas accorder de préférence au Canada.

L'honorable M. SCOTT : Est-ce que sir Wilfrid sait faire un compliment? Si sir Wilfrid Laurier était allé là et qu'il eût dit : "Nous ferons ceci si vous voulez faire cela," est-ce que l'on nous aurait regardés avec quelque déférence? Non, on nous aurait dit: "Vous êtes une bande de spéculateurs. Vous voulez spéculer au détriment des malheureux ouvriers anglais, qui ne sont pas suffisamment payés, et pour lesquels la différence d'un demi-denier sur un pain est considérable. Vous voulez un traitement de faveur qui augmentera la pauvreté de millions de nécessiteux." Sir Wilfrid a agi comme un diplomate, et a fait de la nécessité une vertu. Il aurait été inutile pour lui de prendre une autre attitude, lorsque des hommes comme le duc de Devonshire et M. Chamberlain ont abandonné le gouvernement, parce que celui-ci refusait de taxer la nourriture du peuple, et lorsque M. Balfour a dit récemment, en parlant de la sortie de son cabinet du duc de Devonshire et de M. Chamberlain : "Je ne veux pas taxer la nourriture du peuple ; la chose pourra se faire peut-être plus tard, mais elle ne peut être faite à présent. Je ne puis dire si le peuple pourra être instruit suffisamment sur le sujet pour lui faire accepter cette taxe, mais il ne peut à présent accepter cette politique." Il est inutile pour quiconque prétend connaître ce qui se passe dans la mère patrie, de déclarer que le Canada est en mesure d'obtenir un traitement de faveur sur le marché anglais. Si sir Wilfrid Laurier eût tenté de faire un traité, où en serions-nous aujourd'hui? Aurions-nous été capables de vendre la grande quantité d'articles que nous avons exportés? Partout en Angleterre on entend dire: "Donnez-nous des marchandises et des produits canadiens. En les achetant, nous leur donnerons une préférence." N'est-il pas évident par là que nous avons doublé et triplé la quantité des produits exportés par l'ancien gouvernement? Est-ce que cela n'est pas dû à la bonne impression que nous avons créée en Angleterre en offrant à la mère patrie de l'aider et d'admettre ses marchandises à un taux d'un tiers moins élevé que les marchandises des autres pays. L'Angleterre a accepté cela et elle envoie ses agents au Ca-